

Le pouvoir aux travailleurs

31 Août 2004

N° 108

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
EDITORIAL:	
- LEUR GUERRE N'EST PAS LA NOTRE.....	2 - 4
- LES DÉBOIRES DE LA FILIÈRE CAFÉ-CACAO	5
- SOLIDARITÉ AVEC LES INSTITUTEURS!.....	5 - 6
- 30ème ANNIVERSAIRE DU TRIBUNAL MILITAIRE : ANGE KESSI FAIT DE LA DÉMAGOGIE.	6
- PROJET DE LOIS SUR LA CEI: BAGARRE RANGÉE ENTRE LES DÉPUTÉS	7
- CONFLITS FONCIERS : QUE DE SCANDALES SOUS LA REFONDATION	8
- POLIO, TUBERCULOSE, DES MALADIES DE PAUVRES.....	9
- PORT-AUTONOME D'ABIDJAN: MAERSK, L'EXPLOITATION AU QUOTIDIEN!	10 - 11
- LE CALVAIRE DES JOURNALIERS DE GMA	11

LEUR GUERRE N'EST PAS LA NOTRE

On entend bien souvent parmi les travailleurs, même parmi ceux qui ne cachent pas qu'ils sont mécontents de leur sort, des réflexions du genre : "Il faut d'abord que la guerre se termine, c'est seulement après que nous pourrions penser à nos revendications ". Certains ajoutent et explicitent : "Tout cela, c'est la faute des autres", entendant par "les autres" , surtout les "Dioula", accusés d'être les seuls responsables de la guerre civile présente et accessoirement les Français qui les manipuleraient. La presse pro-gouvernementale propage et amplifie ce genre de propos. Ceux qui s'intitulent "les patriotes" les formulent dans un verbiage brutal, ethniste et xénophobe.

Mais quelle que soit la formulation, ce genre de propos sert la propagande gouvernementale même lorsqu'elle n'en est pas directement inspirée. Une propagande qui veut faire croire à une "ivoirité" menacée, pêle-mêle, par les Dioulas, les Burkinabés, par Ouattara et par Compaoré, par toute une conspiration impliquant les Français comme certains chefs d'Etat africains, le tout mis dans le même sac. Cette démagogie stupide n'atteint évidemment pas le gouvernement français qui sait que Gbagbo protège les intérêts des grands groupes capitalistes français tout comme ses prédécesseurs et que sa démagogie anti-français n'est qu'un petit chantage pour quémander un soutien plus important de Paris. Elle doit amuser les chefs d'Etat africains, tout autant friands que Gbagbo de slogans démagogiques destinés à tromper leurs propres peuples. Elle n'atteint qu'indirectement un Ouattara assez riche pour attendre prudemment en France que les épreuves de force diplomatiques ou militaires lui permettent de poser sa candidature à la Présidence. Mais en revanche, les conséquences empoisonnées de cette démagogie atteignent, et de plus en plus souvent de façon sanglante, les travailleurs, les petits vendeurs ou petits paysans originaires du Burkina ou du Nord du pays. Combien de victimes déjà, combien de familles chassées des villages où elles vivaient et travaillaient depuis longtemps ? Combien de blessés ou de tués dans des affrontements ethniques ou lors des lynchages perpétrés par des bandes de brutes téléguidés ou, au moins, protégés par le pouvoir ? Combien de femmes et d'hommes qui doivent apprendre à vivre, la peur au ventre, dans leur propre quartier ?

Mais cette démagogie est nuisible à tous les travailleurs, même à ceux qui n'en sont pas les cibles. Elle l'est parce qu'elle sème la méfiance des uns à l'égard des autres parmi les travailleurs eux-mêmes. Elle est nuisible aussi parce qu'elle est destinée à serrer les rangs autour de Gbagbo et le pouvoir FPI, à faire oublier, au nom de "l'intérêt national" voire, de façon plus cachée, au nom de "l'intérêt ethnique", les exigences vitales des classes

laborieuses. Rendre responsables de notre pauvreté "les autres" ou même seulement la guerre dont ils seraient les responsables, c'est oublier la responsabilité du pouvoir - celle de Gbagbo comme de ses prédécesseurs - c'est oublier la responsabilité de ceux qui nous exploitent, de ceux qui nous payent des salaires lamentables lorsque nous avons du travail et qui nous privent de travail lorsqu'ils n'ont pas besoin de nous exploiter. Faire croire aux travailleurs, aux pauvres qu'ils ont à craindre de leurs semblables d'une autre ethnie c'est une escroquerie grossière, destinée à détourner leur regard de leurs véritables ennemis : les grands patrons, les gros commerçants, les grands barons de l'Etat qui, tous, vivent sur le dos de ceux qui travaillent.

La guerre elle-même a bon dos. Bien sûr, elle aggrave encore les conditions d'existence des travailleurs, des chômeurs, des petits marchands ou des petits paysans. Elle rend plus douloureux encore les maux de ce pays ou plutôt, de sa population laborieuse. Mais ces maux, la majorité de la population en souffrait bien avant que la rivalité des chefs politiques autour du pouvoir conduise à la crise et aux affrontements armés.

Les militaires qui se sont insurgés le 19 septembre 2002 sont des crapules sans aucun doute, tout autant que les militaires qui sont restés loyaux à l'égard de Gbagbo. Et les chefs politiques de la rébellion sont aussi corruptibles, aussi méprisant à l'égard de la population que ceux issus de la caste politique traditionnelle. Ils ne s'opposent à ceux qui dirigent l'Etat que pour pouvoir se glisser parmi eux autour de la mangeoire.

Mais à ce qu'on sache, ce n'est pas seulement depuis la guerre que les ouvriers sont mal payés et perpétuellement menacés de chômage. Ce n'est pas depuis la guerre que les villages connaissent une misère effroyable. Ce n'est pas depuis la guerre qu'il n'y a ni assurance maladie, ni retraite, ni la moindre protection sociale pour la majorité de la population. Ce n'est pas depuis la guerre que les services publics sont dans un état lamentable, que les quartiers populaires manquent de tout, de canalisations, d'infrastructures voire d'électricité ou d'eau potable, que l'hygiène publique y est inconnue et que son absence tue aussi sûrement que les bandits qui y sévissent. Ce n'est pas depuis la guerre que des maladies que l'on sait guérir continuent à tuer car on n'a pas de quoi acheter des médicaments. Ce n'est pas depuis la guerre que tous ceux qui détiennent une parcelle d'autorité jusqu'au moindre militaire ou policier rackettent les pauvres.

Et à ce qu'on sache, malgré la guerre, il y a toujours une minorité qui continue à s'enrichir. Certes, des entreprises ont fermé. Mais celles qui continuent à tourner, dans l'industrie, le commerce ou les banques, continuent à rapporter du profit à ceux qui les possèdent. Sans même parler de ceux qui s'enrichissent de la guerre elle-même. Et les barons du FPI, ces ministres, maires ou chefs politiques qui nous prêchent, au nom de la guerre ou au nom de "l'ivoirité" l'unité derrière le gouvernement, magouillent comme leurs prédécesseurs, spéculent, volent et profitent de leur position pour s'enrichir en spoliant les petites gens.

Alors, même ceux d'entre les travailleurs qui ne reprennent pas à leur compte la démagogie ethniste parce que, bien souvent, ils travaillent côte à côte avec un "dioula" sur le même chantier, dans un même atelier, et pour le même salaire lamentable, ont tort de se dire qu'il faut pour le moment s'en remettre au gouvernement pour terminer la guerre. Ils ont tort de penser qu'après, et seulement après, ils pourraient espérer des salaires moins dérisoires, une protection sociale, une vie meilleure. Car si on fait confiance au gouvernement, qu'il soit purement FPI ou que celui-ci s'allie au PDCI ou au RDR, il n'y aura peut-être pas un "après".

Si les chefs politiques, Gbagbo, Bédié, Ouattara, sont les seuls à préparer l'avenir, quel que soit celui qui sortira vainqueur de leur rivalité triangulaire, cet avenir sera, au mieux, comme sous Houphouët. Les dirigeants rivaux ne s'étrépaient certes pas à l'époque, du moins pas en public, l'armée n'était pas scindée en bandes hostiles, et il n'y avait pas une frontière coupant en deux le pays. Mais les classes riches n'ont jamais cessé d'exploiter les travailleurs aussi durement qu'il était possible. La guerre civile est récente, mais pas la guerre sociale ; pas la guerre des riches contre les pauvres, des capitalistes contre les exploités.

Cela risque même d'être pire que sous Houphouët si la démagogie ethniste fait des dégâts parmi les travailleurs eux-mêmes ; s'il se trouve des travailleurs pour suivre les incitations à la haine répandues d'en haut ou pire, pour prêter leur concours aux brutes qui s'adonnent au lynchage de femmes, d'hommes, de pauvres comme soi, simplement parce qu'ils sont nés au Nord du pays ou au Burkina, simplement parce qu'ils sont habillés autrement. Car alors, à l'oppression que les travailleurs subissent de la part de l'Etat, au poids de l'exploitation, s'ajoutera la haine entre frères de classe qui rendra insupportable la vie commune dans les ateliers, sur les chantiers comme dans les quartiers populaires. Alors, vraiment, il n'y aura pas "après" pour les exploités.

Il ne faut pas laisser cette caste politique, corrompue, égoïste et surtout, servant les intérêts des possédants et des riches, préparer l'avenir. Seuls les travailleurs, conscients de leurs intérêts matériels et politiques, organisés pour les défendre, peuvent fonder un avenir qui ne soit pas fait d'exploitation, d'oppression, de haine ethnique. L'écrasante majorité de la société gagnerait à cet avenir-là. Il peut se préparer même aujourd'hui, malgré la guerre, malgré la résignation qui accable les classes laborieuses. Il faut souhaiter que se lève une génération qui s'atèle à cette préparation, en commençant par propager parmi les travailleurs la conscience qu'ils représentent une force capable de transformer cette société injuste dans un sens favorable à ceux qui la font vivre.

Pour que cette prise de conscience soit possible un jour, pour permettre aux travailleurs d'imposer un jour collectivement leur droit à une vie meilleure, il faut empêcher que se propage cette maladie honteuse qu'est la haine ethnique, car elle détruit la seule chose précieuse à la portée du monde du travail : la solidarité, la fraternité entre exploités.

LES DÉBOIRES DE LA FILIÈRE CAFÉ-CACAO

La filière café-cacao est secouée par une crise au sommet. Cela a donné droit à une pseudo démission d'un des responsables qui a d'ailleurs vite fait de se raviser et retourner à la mangeoire.

En effet, après la libéralisation de la filière café cacao, imposée par la banque mondiale au milieu des années 90, la caisse de stabilisation (Caistab) qui avait pour rôle de réguler les prix d'achat auprès des paysans en cas de variation sur le marché international, fut dissoute. En son temps, Bédié avait mis une nouvelle structure appelée la "nouvelle caistab". Avec le pouvoir FPI, Gbagbo qui voulait en faire une opération de charme envers les paysans, a dissout toutes les structures d'avant pour mettre en place de nouvelles avec une propagande pompeuse sous le thème de "la filière café-cacao aux paysans". Et comme c'est une affaire de gestion de gros sous, nous avons eu droit à une prolifération de plusieurs organisations créées pour la gestion de la filière. Les derniers soubresauts qui opposent le FDPCC au FRC nous montrent bien les enjeux.

Le FRC qui est le fond de régulation de café-cacao, devait jouer un rôle comparable à l'ancienne caistab auprès des producteurs. A cet effet, le FRC ponctionne entre 10 et 40F sur

chaque kilogramme de café ou cacao vendu. Mais depuis les deux dernières années les prix des produits ont commencé à chuter à plus de 41%, passant ainsi de 625 à 325. Et les paysans qui s'attendaient à un retour de l'ascenseur de la part du FRC se voient boudés par l'organisme de régulation. Alors, qu'il y ait récupération politique ou pas, qu'il y ait des mains occultes derrière le président du FDPCC ou pas, pour les petits producteurs ce sera toujours de l'exploitation.

On voit bien que cette histoire de libéralisation de la filière café-cacao imposée par la banque mondiale n'a profité qu'aux grands producteurs, aux opérateurs économiques du secteur et dans une moindre mesure aux intermédiaires qui dépouillent les paysans. Les organisations dites de régulation issues de la libéralisation remplissent les mêmes fonctions de caisse noire pour le pouvoir en place comme le faisait la caisse de stabilisation au temps du pouvoir PDCI.

De toutes les façons, il ne devrait pas en être autrement. Une libéralisation imposée par une institution bourgeoise ne peut qu'être un moyen pour tous ces margouillats de gruger les pauvres comme ça a été toujours le cas dans cette société capitaliste.

SOLIDARITÉ AVEC LES INSTITUTEURS!

Gbagbo a reçu les instituteurs. Il leur a parlé de sa compassion pour eux. Mais ces enseignants, ce n'est pas de la

compassion qu'ils ont besoin. Ceux là même qui, sont la base de l'alphabétisation et de l'instruction,

vivent avec des salaires de misère dans des conditions difficiles. La plupart exercent dans des villages reculés, sans eau potable, sans électricité, dans des maisons en délabrement, pour certains, obligés de se séparer de leur famille. Pour ceux qui sont dans les zones urbaines, ils doivent faire face avec leur salaire de misère aux différents frais de la vie en ville (logements chers, transport, etc.). Gbagbo a reconnu lui-même que les instituteurs n'ont pas été augmentés depuis 20 ans! Or on sait à quel point les prix ont augmenté depuis, ne serait ce qu'au moment de la dévaluation du Franc CFA.

Sous le gouvernement d'Affi N'guessan, les enseignants ont fait plusieurs grèves mais malgré cela, le

gouvernement est resté sourd à leur cri de coeur.

Aujourd'hui, Gbagbo vient faire sa démagogie en faisant semblant de témoigner sa reconnaissance à leur égard. Pleurer sur leur sort comme l'a fait Gbagbo ne lui coûte rien!

De toute les manières il n'y a rien à attendre d'un gouvernement au service des bourgeois qui, en méprisant les instituteurs, méprise en même temps la majorité pauvre de ce pays. Pour nombre d'enfants d'ouvriers ou de paysans, l'école élémentaire est la seule forme d'éducation à laquelle ils accèdent. Voilà pourquoi les travailleurs ne peuvent qu'être solidaires avec les instituteurs!

**30ème ANNIVERSAIRE DU TRIBUNAL MILITAIRE :
ANGE KESSI FAIT DE LA DÉMAGOGIE.**

Lors de l'annonce du 30ème anniversaire du tribunal militaire, son président, le commissaire du gouvernement Ange Kessi, a fait des déclarations.

Il disait entre autre que les victimes des rackets et des bavures des hommes en treillis devaient porter plainte auprès de son institution.

On a comme l'impression que ce monsieur qui est lui-même un homme en treillis vit hors des réalités. Pour preuve lui qui a jugé les concernés dans l'affaire du charnier de Yopougon, sait plus que tous, l'intimidation à laquelle est soumis quiconque veut témoigner contre les hommes en armes. Si dans une affaire aussi grave comme celle du

charnier, les témoins n'ont pu avoir les assurances de protection nécessaires pour pouvoir témoigner, qu'en serait-il pour des témoins dans des affaires de moindre envergure. On sait trop bien qu'ils finissent comme victimes d'autres bavures ; parce que même dénoncés, les hommes en treillis ne sont jamais inquiétés.

Si ce monsieur veut vraiment combattre le racket, il sait pertinemment comment le faire pour piéger les "brebis galeuses" lui-même. Il n'aura qu'à sortir au volant d'une voiture de transport en commun ou à s'habiller comme un immigré. Après il pourra remonter la filière, certainement qu'elle l'emmènera à son propre bureau ou encore plus loin vers les sommets dirigeants du pays.

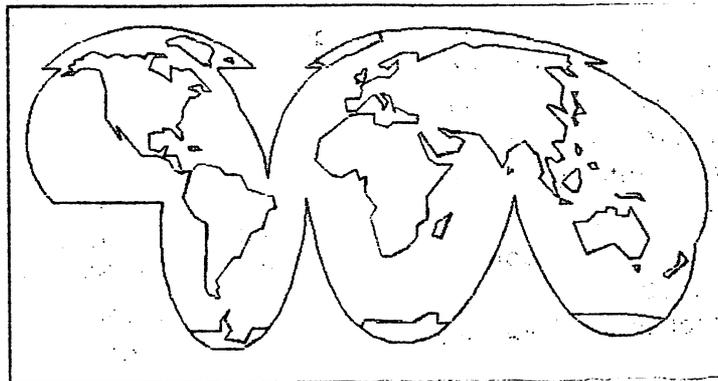
PROJET DE LOIS SUR LA CEI: BAGARRE RANGÉE ENTRE LES DÉPUTÉS

Le débat qui fait rage actuellement au parlement porte sur la composition de la CEI (Commission Electorale indépendante). Chaque parti politique veut en avoir le contrôle pour être certain de contrôler les prochaines élections. Les mêmes rivalités qui ont entraîné le pays dans la guerre continuent toujours et ces messieurs qui sont sensés représenter la population s'alignent sur la position de leur parti respectif, c'est à dire épousent les ambitions présidentielles de leurs chefs et les ambitions électorales de leurs notables. Les accords qu'ils ont eux-même signé ne les encomrent point.

De nouveau des bruits de bottes

et de tirs se font entendre sur les fronts. Ce n'est peut-être que des manoeuvres d'intimidation. Mais il n'est pas impossible que la classe politique n'arrivant pas à s'entendre, leurs forces militaires respectives prennent le relais. Le martyr qu'a vécu la population et qu'elle vit actuellement ne les en dissuaderait pas. Quand ils pensent à la population, c'est seulement pour mieux tromper les gens et les monter les uns contre les autres. C'est pourquoi il est dangereux de prendre pour soi les discours dont ces messieurs nous gavent dans leurs affrontements politiques au travers de leurs différents organes de presse.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



L E U R S O C I E T E

CONFLITS FONCIERS : QUE DE SCANDALES SOUS LA REFONDATION

Pendant ces trois dernières années, les conflits fonciers sur les terrains urbains aussi bien à Abidjan qu' à l'intérieur du pays ne cessent de ressurgir et s'aggravent même. Les derniers en date opposent les villageois d'Anono village au ministère de la construction. Il faut dire que la majorité de ces conflits opposent les villageois au dit ministère. C'est ainsi que ce ministère est accusé de vol, de vente illicite et de trafic d'influence pour gruger les villageois de leur portion de terre.

Pour arriver à ces fins, le ministère use de plusieurs atouts. Pour arracher les terrains déjà lotis et vendus à des individus, le ministère brandit le décret N°96-884 du 25 octobre 1996 qui autorise d'arracher des terrains non mis en valeur au-delà de 5 ans. Ou bien, pour avoir plusieurs lots à partir de trafic d'influence, le ministère propose de viabiliser des quartiers déjà lotis comme le cas du quartier Sagbé à Abobo "derrière les rails" ou le lotissement des terres villageoises comme celui de djorogobité dans la commune de Cocody où le ministère a perçu un pot de vin de 100 lots sur 7000 lotissements. Toutes les communes d'Abidjan sont touchées par cette magouille, qui donne droit aujourd'hui à des bagarres rangées entre d'un côté les Ebrié, propriétaires des terres du district d'Abidjan et de l'autre côté le ministère de la construction.

L'histoire est tellement flagrante

que dans un quotidien de la place, le directeur du domaine urbain (DDU) du ministère de la construction est passé aux aveux en ces termes : "Bon, c'est nous qui faisons les lotissements, c'est nous qui délivrons les lettres d'attribution. Quand les gens viennent nous voir et que nous faisons leur lotissement, ils me disent, ah ! Ça, vous nous avez aidés. Alors, tenez tant de lots. Je vous donne un exemple tout près. A Djorogobité, quand nous avons fini le lotissement, ils sont venus nous proposer 100 lots sur les 7000. Voyez ! Le ministre est notre patron, donc si nous estimons que dans les 100 lots, nous pouvons lui donner 50, c'est notre affaire ! ... et on trouve que c'est du vol ! ..."

Un aveu de taille de la corruption et des magouilles qui sévissent au sein de ce ministère. Mais où il y a danger pour toute la population pauvre de ce pays et surtout pour la paysannerie pauvre c'est que dans le projet de loi foncière de 98 qui est en vigueur, il y a aussi un autre article qui donne la porte ouverte au pouvoir et aux opérateurs économiques de gruger des villageois après trois ans si ces derniers n'arrivent pas à borner leur terre.

Au delà des tristes personnages que sont le ministre et ses sous-fifres qui s'enrichissent en volant la terre des autres, on voit bien que les lois sont faites pour avantager les puissants et pas pour protéger les faibles.

L E U R S O C I E T E

POLIO, TUBERCULOSE, DES MALADIES DE PAUVRES

A ce jour, 607 cas de polio ont été signalés en Afrique. Un retour en force d'une maladie qui devait être éradiquée en 2005. Une vraie catastrophe quand on sait que c'est une maladie qui handicape à vie et lorsqu'elle frappe un pauvre, ne lui laisse d'autre choix que la mendicité. Ce qui est révoltant parce que le vaccin est très efficace contre la maladie. Cette recrudescence est dûe en partie aux vaccinations non faites sérieusement, à la mauvaise conservation des vaccins ou à l'interdiction de vacciner les enfants dans les états du nord du Nigéria, où des gouvernements rétrogrades imposent, au nom de la religion, la barbarie à leur population.

Mais c'est surtout la pauvreté qui

est la cause essentielle, la maladie se transmettant en particulier par de l'eau contaminée. Cette pauvreté qui fait qu'une autre maladie de pauvres comme la tuberculose revient aussi en force et cela même dans les pays développés. Pourquoi? Parce que justement la pauvreté individuelle et collective ne cesse de s'accroître. Alors qu'aujourd'hui, l'humanité dispose de moyens techniques, de richesses, de connaissances largement suffisants pour satisfaire les besoins élémentaires de tous les êtres humains, l'immense majorité en est écartée.

On sait soigner des maladies comme la poliomyélite ou la tuberculose, mais en fin de compte n'est-ce pas le système économique qui est malade et qu'il faudra remplacer par un autre!

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

PORT-AUTONOME D'ABIDJAN: MAERSK, L'EXPLOITATION AU QUOTIDIEN!

MAERSK est une société de transit, Import-Export située dans la zone portuaire à Vridi. C'est l'un des concurrents de SAGA-CI dans le domaine du transit. Sur notre parc, nous sommes environ 150 personnes. Nous sommes trois catégories de travailleurs. Il y a les embauchés de MAERSK qui assurent toutes les tâches administratives. Il y a aussi ceux qu'on appelle les dockers c'est-à-dire ceux qui possèdent la carte d'accès au Port, employés de SEMPA (Syndicat des Entreprises de Manutention du Port d'Abidjan) genre société de sous-traitance. Cette catégorie est composée de chauffeurs de tous les engins et des petits commis, ceux qui enregistrent les conteneurs qui sortent et qui entrent sur le parc. Ils s'occupent aussi du service clientèle. Et enfin, les manoeuvres qui travaillent pour le compte d'un tâcheron. Leur tâche consiste à balayer et nettoyer le parc et les emballages intérieurs. Cette dernière catégorie n'est pas reconnue par MAERSK. C'est le tâcheron qui fixe notre salaire. Et à propos, nous sommes payés 230 francs l'heure.

Dans cette boîte, nous travaillons 12 heures par jour; de 7h à 19h. Nous sommes des journaliers sauf les employés de MAERSK. En cas de maladie ou quel que soit le motif aussi impératif d'une absence, nous ne sommes pas pointés. Nous sommes obligés de travailler souvent tous les jours de la semaine. Ici sur le parc, nous sommes des laissés pour compte. En cas d'accident, nous ne recevons aucune assistance ni de nos patrons ni de la

CNPS alors qu'on nous fait cotiser. On a un camarade qui a eu un accident très grave, il y a quelques années. Il a failli avoir la jambe amputée. Il a été abandonné par la société et n'a reçu aucune assistance de la CNPS. Depuis trois ans, il coure après elle et la CNPS et les employeurs se renvoient mutuellement la responsabilité et poussent jusqu'au cynisme en lui demandant de prendre un avocat s'il veut vraiment avoir gain de cause.

Nous travaillons très souvent en contact avec des produits toxiques. Nous ne disposons ni de gants, ni de bottes, ni d'aucune mesure de protection ou de soins. Ceux qui travaillent au nettoyage des conteneurs, sont chaque jour couverts de poussières. Savez vous ce que le patron nous donne à chacun pour se protéger? Un petit masque de fortune que nous utilisons très souvent durant un mois. Lorsque nous le portons, nous respirons tellement difficilement que nous ne voyons plus l'utilité de son usage. Nous avons presque toujours le rhume.

Les patrons nous exploitent ici mais nous ne sommes pas organisés pour faire face à la force du patron. Il y a plus de neuf syndicats dans la zone portuaire mais ces syndicats agissent plus dans le sens des intérêts du patron que de ceux des travailleurs qu'ils sont sensés défendre. Ils font du tapage pour avoir de l'argent et ensuite ils disparaissent.

Sinon, nous sommes très mal

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

payés. La plupart des travailleurs habitent à Vridi canal, Ino, Zimbabwe qui sont des lieux précaires encore pire que les autres bidonvilles d'Abidjan.

Les patrons n'arrêtent pas de nous rabâcher les oreilles que leurs

affaires ne marchent pas alors que récemment, ils viennent de faire l'acquisition d'une vingtaine de camions mercedes flambant neufs. Eux-mêmes ne se privent pas de rouler dans des voitures de luxe.

LE CALVAIRE DES JOURNALIERS DE GMA

Je suis journalier pour ne pas dire esclave dans une société aux méthodes moyenâgeuses. La GMA, (les Grands Moulins d'Abidjan) ce grand bâtiment tout blanc renferme de la pourriture. L'enfer qui s'y trouve lui a valu plusieurs surnoms parmi lesquels, le tombeau blanc, les grands malheurs d'Abidjan, les grands mouiroirs d'Abidjan, les Géhennes monumentales d'Abidjan et bien d'autres noms du même registre. D'ailleurs son sigle qui trône tout haut sur le bâtiment est écrit en rouge comme pour dire que le sang y coule.

En effet, avant janvier 2002, nous étions sous tutelle RMO, une société de prestation de services. Nos paies variaient entre 70.000 F et 80.000 F par quinzaines. Nous travaillions au rendement. Mais depuis le 2 janvier 2002, le contrat de RMO a été rompu et remplacé par ENTAC, une autre société intérimaire. Au début, ENTAC nous a été présenté comme la société salvatrice qui allait nous débarrasser des crocs de la RMO qui déjà nous exploitait durement. Mais nous nous rendîmes rapidement

compte que ENTAC ne valait pas mieux que la RMO. Elle allait se révéler pire. En fait cette société n'est qu'un prétexte à des membres de la direction de la GMA. Nos salaires varient ainsi maintenant entre 20.000 F et 25.000 F au plus. Le travail est payé à l'heure. Mais la quantité de travail n'a pas diminuer pour autant. Par exemple, à l'ensachage où on employait 10 personnes avant, l'équipe est réduite aujourd'hui à 6 personnes. Et ces six personnes font en moyenne 100 tonnes par jour ; c'est à dire qu'ils arrivent 2000 sacs de farine par jour.

Depuis que nous sommes passés avec ENTAC, au moins 6 personnes sont déjà mortes. Le dernier en date, quand il était malade est venu supplier les responsables afin que ces derniers lui fassent un prêt pour qu'il puisse se traiter. Mais rien n'y fit, les responsables ont prétexté être sans le sou. C'est ainsi que notre camarade qui travaillait durement est mort. Des conflits entre couple poussant à la séparation sont légion. C'est là notre quotidien.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.